



HAL
open science

Darfour : Les ressorts complexes d'un conflit armé

David Ambrosetti

► **To cite this version:**

David Ambrosetti. Darfour : Les ressorts complexes d'un conflit armé. Michel Venne; Miriam Fahmy. L'Annuaire du Québec 2008, Editions Fides, 2007, 9782762128208. halshs-02293611

HAL Id: halshs-02293611

<https://shs.hal.science/halshs-02293611>

Submitted on 20 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Darfour : Les ressorts complexes d'un conflit armé

*David Ambrosetti**

L'actuel conflit armé au Darfour fait suite aux attaques de rebelles visant des garnisons militaires du gouvernement soudanais et l'aéroport d'El-Fasher en février et en avril 2003. Ces attaques provoquent une violente réaction de l'armée soudanaise à l'automne et l'hiver 2003-04, qui fut la période la plus meurtrière de ce conflit qui a, selon l'ONU, causé la mort de plus de deux cent mille personnes et l'exode de plus de deux millions et demi, vivant aujourd'hui dans des gigantesques camps de déplacés au Darfour et de réfugiés de l'autre côté de la frontière, au Tchad. Depuis l'été 2004, ces camps sont devenus le théâtre de la plus importante opération humanitaire dans le monde, fournissant les vivres nécessaires à ces personnes incapables de retourner chez elles du fait de la continuation de la guerre entre les différents mouvements rebelles et les forces armées soudanaises et leurs milices supplétives.

Les racines politiques soudanaises de la conflictualité au Darfour

D'où provient ce conflit armé ? Il faut prendre en compte son contexte historique et géopolitique régional pour comprendre les conséquences croisées d'aspirations régionalistes anciennes, de jeux politico-militaires régionaux, de compétitions très localisées entre différents groupes sociaux et d'ambitions personnelles sources de fractures internes aux partis au pouvoir.

Les groupes rebelles engagés dans ces attaques, réunis sous la bannière de l'Armée pour la libération du Soudan (connu sous son acronyme anglais, SLA) avec le soutien d'un autre groupe important, le Mouvement pour la Justice et l'Équité (JEM), sont le fruit d'un environnement violent depuis le début des années 1980. Située à l'ouest du Soudan, la région du Darfour, aujourd'hui divisée en trois provinces, a connu une histoire politique très conflictuelle avec l'autorité centrale soudanaise. Elle s'est en outre trouvée encerclée par d'autres conflits armés qui se sont propagés dans la population darfourie selon des logiques politiques, sociales et ethniques complexes.

En premier lieu, rappelons que le Darfour a connu une histoire politique en partie différente du centre du Soudan actuel, une annexion tardive par les pouvoirs centraux qui ont gouverné le Soudan, et un relatif désintérêt à son égard de la part de ces pouvoirs successifs, ce qui favorisa de nombreuses révoltes et l'affirmation de revendications autonomistes fortes.

Avec l'indépendance du Soudan en 1956, la marginalisation du Darfour perdure. Son rôle essentiel est de fournir des soldats à l'armée soudanaise et des miliciens au Parti *Oumma*, un parti représentant une importante confrérie soudanaise, et qui est très implanté au Darfour. Pour constituer leur clientèle politique et leurs milices armées, les dirigeants de ce parti se sont appuyés sur des groupes darfouris « africains » (Four, Massalit, Zaghawa) avant de se rapprocher de groupes darfouris « arabes » (Baggara) au détriment des premiers. Cela a favorisé une forte polarisation entre ces groupes. Cette polarisation atteint son paroxysme après la grande famine de 1983-85. Due à l'échec de la politique agricole de Khartoum et sa négligence vis-à-vis des signaux d'alerte adressés par le gouverneur du Darfour, cette famine provoque la mort de 90 000 personnes et amplifie les tensions entre éleveurs nomades (Baggara, Zaghawa) et sédentaires cultivateurs (Four, Massalit).

Un tel contexte au Darfour a permis de nombreuses instrumentalisation politiques par des forces extérieures, qu'elles soient soudanaises ou régionales, voire internationales. La multiplication des groupes armés au Darfour puis l'éclatement d'un conflit ouvert en février 2003 ne peuvent se

comprendre sans ce regard sur les dimensions régionales et internationales.

Un environnement national et régional violent

Première source d'instrumentalisation extérieure, le conflit armé qui éclate au Sud Soudan en mai 1983 entre le gouvernement soudanais et le mouvement rebelle sudiste de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) a eu d'importantes répercussions dans la vie des Darfouris, et ce de deux manières.

Ce sont, là encore, des hommes essentiellement originaires du Darfour que le régime soudanais recrute dans son armée pour combattre la SPLA au Sud. En échange, les élites darfouries espèrent que les grandes familles au pouvoir à Khartoum leur donneront un accès accru aux fonctions politiques et économiques nationales. Ils sont toutefois déçus par les différents régimes qui se sont succédé à Khartoum (le pouvoir militaire de Nimeiri d'abord, puis le régime démocratique tenu par les élites traditionnelles issues des grandes confréries religieuses ensuite, et enfin la nouvelle junte militaire instauré cette fois par les islamistes).

Au Sud, la SPLA choisit d'exploiter cette profonde déception des Darfouris pour nourrir un nouveau front contre Khartoum, au Darfour même, et ce malgré la distance culturelle et sociale et les défiances existant entre les élites du mouvement rebelle sudiste et les élites darfouries. Deux insurrections armées y sont ainsi violemment réprimées par le pouvoir, en 1990 et en 2001-2002. À chaque fois, les rebelles sont issus de groupes Four, composante importante du Darfour – littéralement, le pays (« *Dar* ») des Four. Ce sont donc parmi ces mêmes populations Four que l'on dénombre les principales victimes civiles des réponses contre-insurrectionnelles de l'armée soudanaise. En 2002, des villages Massalit sont également visés.

Dans ces campagnes militaires, le régime soudanais recourt constamment à des groupes nomades baggara (les « *murahaliin* », ceux qu'on appelle aujourd'hui les *Janjaouids*), dont certains récemment venus du Tchad, pour compenser le manque de soldats réguliers. En effet, il était périlleux pour Khartoum d'engager dans des combats au Darfour des forces armées composées essentiellement de Darfouris. Ces groupes nomades, dans l'ensemble pauvres et marginalisés, ont choisi d'appuyer le régime pour bénéficier du soutien et des armes de Khartoum dans leur compétition très localisée contre leurs rivaux pour la terre. Ces violences ne génèrent aucun écho international. Et pourtant, l'attaque de la SLA en 2003 par des hommes essentiellement Four et Massalit s'inscrit directement dans ce processus plus ancien.

Une autre source d'instrumentalisation réside dans la compétition militaire entre la Libye de Mouammar Kadhafi et des États occidentaux (États-Unis et France) dans la région au cours des années 1980. Kadhafi veut alors chasser le président tchadien, Hissène Habré, du pouvoir au profit d'Idriss Déby, et il veut également peser sur la politique soudanaise. Kadhafi apporte au nouveau régime démocratique soudanais (1986-89) un soutien financier et militaire important pour combattre la SPLA au Sud. En échange, Khartoum donne carte blanche à Kadhafi pour intensifier sa guerre contre Hissène Habré en utilisant le Darfour comme base arrière. Cette présence libyenne au Darfour profite surtout à des milices baggara *murahaliin* et à des organisations arabes qui soutiennent la rébellion d'Idriss Déby au Tchad contre Hissène Habré. Mais ces mouvements alimentés par la Libye s'attaquent également aux groupes sédentaires au Darfour du fait de leurs conflits localisés pour la terre. Cela provoque en retour la constitution de milices parmi les sédentaires, en particulier parmi les Four. Soucieux de l'appétit régional de Kadhafi, les États-Unis et la France soutiennent ces milices Four contre les milices baggara pro-libyennes.

Guerres de palais à Khartoum et implications internationales

Cette dimension régionale est fondamentale car elle permet de comprendre le choix de Darfouris « africains », y compris d'anciens membres du parti islamiste, de se soulever contre le régime démocratique puis contre la junte militaro-islamiste actuelle, du fait du soutien apporté par ces régimes successifs et par la Libye à des milices baggara contre les groupes Four et Massalit.

Mais un facteur propre au régime soudanais doit être mentionné. L'actuel régime militaro-islamiste n'est pas un tout homogène. Une cause du conflit au Darfour est précisément la rupture opérée en 1999-2000 entre les élites qui sont au cœur de l'État soudanais et leur ancien mentor islamiste, Hassan al-Tourabi. L'éviction de ce dernier du pouvoir par ses anciens fidèles l'a conduit à mobiliser les importants relais dont lui aussi bénéficiait au sein au Darfour (au sein de groupes Zaghawa, cette fois) pour insuffler un mouvement de contestation contre le régime. Ainsi est publié en 2000 un *Livre Noir* attestant l'exclusion des élites darfouries des fonctions politiques et économiques du pays, ce qui provoque des émeutes réprimées par le régime. Un des auteurs du livre est Khalil Ibrahim, le futur chef du mouvement rebelle JEM, actuellement en guerre contre Khartoum au Darfour. Le JEM est donc apparu au régime comme le bras armé de Tourabi.

Dernier facteur à considérer, ce « mariage d'intérêt » de forces darfouries hostiles à Khartoum a sans nul doute profité d'un contexte international particulier : depuis 2001, les États-Unis et d'autres États occidentaux (Norvège, Royaume-Uni) poussent en faveur de négociations de paix entre Khartoum et le Sud Soudan. Le processus de paix sous forte attention internationale a conduit le régime soudanais à accepter d'importantes concessions pour les sudistes de la SPLA. Ce contexte offrait une fenêtre d'opportunités pour d'autres mouvements soudanais souhaitant obtenir des concessions similaires de la part du régime. Prendre les armes est devenu pour la SLA et le JEM le moyen d'« exister » à un moment où une forte attention internationale était braquée sur le Soudan, mais où seul le Sud était considéré.

La recherche de la paix et ses impasses

Face à nouveau conflit, les négociateurs internationaux donnent la priorité au processus de paix en cours au Sud. Ils soutiennent toutefois le déploiement d'une force militaire de l'Union africaine en 2004 pour accompagner un processus diplomatique international et régional destiné à favoriser la reprise du dialogue et la fin des combats entre les belligérants au Darfour. Après plusieurs résolutions de l'ONU, après la saisine de la Cour pénale internationale en 2005 sur les crimes commis au Darfour, et après l'adoption de sanctions par des États occidentaux à l'encontre du Soudan, accusé de commettre un génocide contre les populations « africaines » du Darfour (une charge qu'aucune commission d'enquête internationale n'a pu établir à l'heure actuelle, contrairement aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis qui sont, eux, bien documentés), le gouvernement soudanais et les groupes rebelles ont entamé une négociation de paix au Nigeria (à Abuja) aboutissant le 5 mai 2006 à un accord de paix.

Cet accord a toutefois provoqué une dislocation et une recomposition très rapide et fluide des mouvements rebelles, et la reprise de la guerre entre d'une part le gouvernement soudanais et les anciens rebelles qui ont signé l'accord de paix, et d'autre part ceux qui ont rejeté cet accord, unis sous la bannière d'un nouveau Front pour la rédemption nationale (NRF), soutenus par l'Érythrée. Les violences contre les civils s'en sont trouvées décuplées, selon les clivages ethniques et sociaux qui divisent ces commandants rebelles. Les troupes de l'Union africaine se sont avérées rapidement incapables de prévenir ces violences. Les bombardements aériens de l'armée soudanaise ont repris avec plus de force. Des États occidentaux, États-Unis en tête, se sont engagées dès l'été 2006 dans la promotion d'un déploiement de l'ONU au Soudan, un projet sans cesse ralenti et reporté au gré des désaccords et des négociations diplomatiques en cours au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le gouvernement soudanais n'a cessé d'exploiter les désaccords en

présence pour gagner du temps dans son entreprise contre-insurrectionnelle au Darfour.

La solution actuellement promue, le déploiement d'une force « hybride » composée conjointement par l'Union africaine et l'ONU, semble aujourd'hui progresser, avec le vote de la résolution 1769 du Conseil de sécurité de l'ONU le 31 juillet 2007 autorisant le déploiement de 26 000 hommes au sein de cette force (baptisée l'Unamid). Les efforts portent également sur la négociation d'un nouvel accord de paix entre toutes les forces en présence. L'histoire récente de ce conflit rend toutefois difficile tout pronostic quant aux chances de succès de ces différentes initiatives, étant donné les nombreuses dimensions impliquées succinctement présentées ici.

* David Ambrosetti est chercheur post-doctoral en science politique au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM).

Ce texte a été préparé dans le cadre du groupe de recherche sur les Conflits armés en Afrique subsaharienne du Centre d'études d'Afrique noire (CNRS / Institut d'Etudes politiques de Bordeaux), programme co-financé par le Conseil régional d'Aquitaine et par le ministère français de la Recherche.